

"L'économie française 2013" - Édition 2013

Sommaire du dossier de presse

- **Fiche 1** : *2012, une économie française à l'arrêt*
- **Fiche 2** : *Les ajustements des entreprises françaises pendant la croise de 2008 / 2009*
- **Fiche 3** : *Croissance potentielle : l'apport d'une mesure de la qualité du capital et du travail*
- **Fiche 4** : *La consommation faite maison*
- **Sommaire de l'ouvrage**

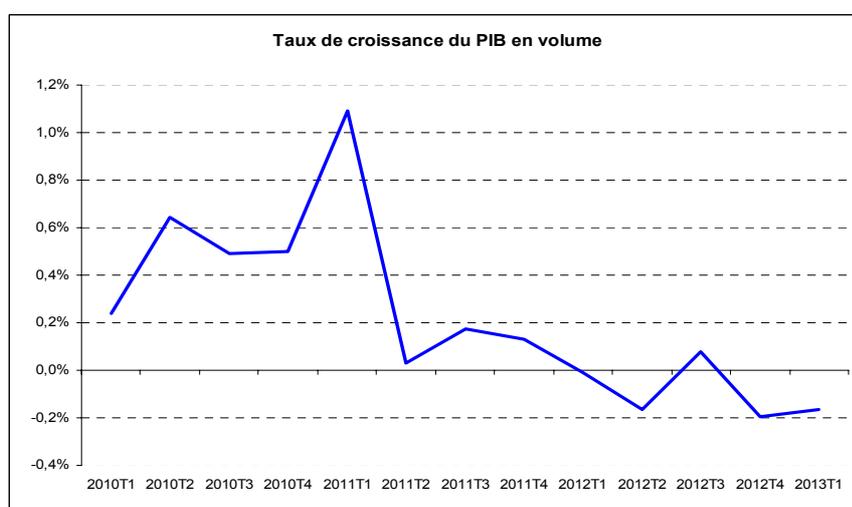
Fiche 1

2012 : une économie française à l'arrêt

En 2013, l'économie française enregistre une croissance nulle, en lien avec la faiblesse de l'ensemble des composantes de la demande intérieure

Alors qu'il était dynamique en 2011, l'investissement rechute en 2012 (-1,2 % tous les secteurs institutionnels confondus). La dépense de consommation des ménages (-0,4 %) enregistre son premier recul depuis 1993 : la baisse du taux d'épargne ne compense que partiellement la baisse du pouvoir d'achat. La dépense de consommation des administrations publiques accélère certes (+1,4 % après +0,4%) mais ce rebond traduit essentiellement le retour à la normale des livraisons de matériel militaire en 2012 : hors cet effet la dépense de consommation des APU croît en 2011 comme en 2012 à un rythme proche de 1 %.

La contribution de la demande intérieure hors stocks à l'évolution du PIB est donc légèrement négative en 2012 (-0,1 %). La contribution du commerce extérieur est en revanche fortement positive (+1,0 %), moins en raison du dynamisme des exportations (+2,4 %) qui ont crû en ligne avec nos marchés à l'exportation, que de la baisse des importations (-1,1 %) qui reflète l'atonie de la demande intérieure. Malgré cette contribution positive des échanges extérieurs, la croissance du PIB est nulle en 2012 car les anticipations des entreprises les amènent à réduire leurs stocks (contribution de -0,9 % à l'évolution du PIB). L'évolution du PIB est proche de zéro sur les 8 derniers trimestres connus.

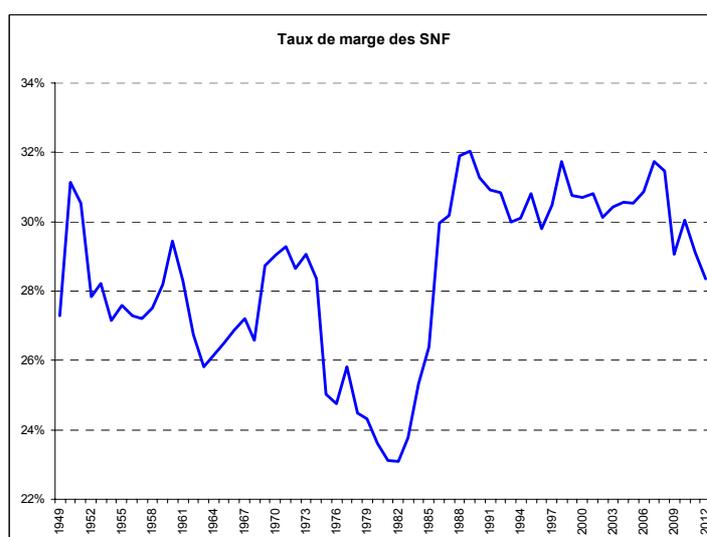


Source : Source : Insee - Comptes nationaux, base 2005

Nouvelle baisse du taux de marge des sociétés non financières (SNF)

Le taux de marge des SNF accuse une nouvelle baisse (-0,5 point à 28,6 %) : depuis 2008 la baisse atteint 3 points. Le taux de marge atteint ainsi son plus bas niveau depuis plus de 25 ans, mais demeure supérieur encore d'environ 5 points aux minima atteints au début des années 1980.

Les causes de cette baisse de 3 points en 4 ans sont multiples. La récession de 2009 puis la stagnation de l'activité à compter du printemps 2011 jouent évidemment un rôle majeur. S'y ajoute toutefois la dégradation des termes de l'échange en 2010 et 2011 : du fait du renchérissement des matières premières les prix des consommations intermédiaires des SNF sont plus dynamiques que leurs prix de vente. Enfin les SNF enregistrent des pertes de productivité en 2009 et 2012 alors que les salaires réels font preuve d'une certaine résistance.

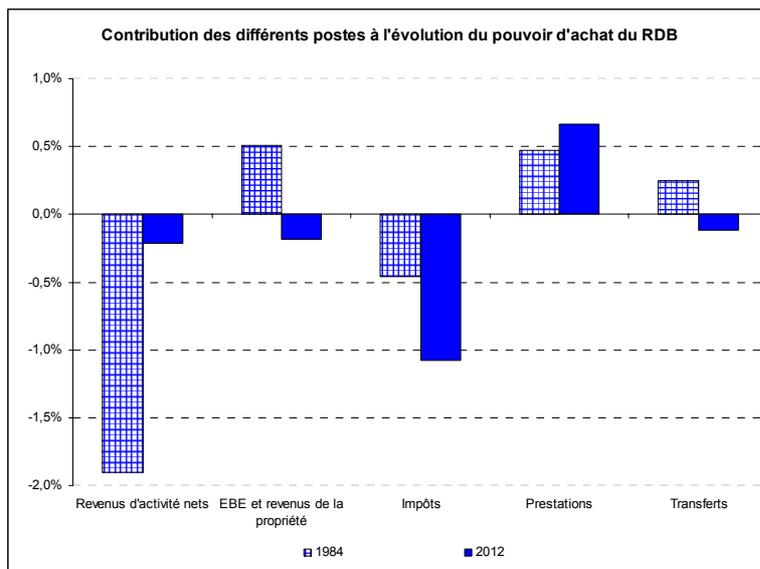


Source : Source : Insee - Comptes nationaux, base 2005

Forte baisse du pouvoir d'achat

En 2012, le pouvoir d'achat baisse de 0,9 % en 2012 (-1,5 % par unité de consommation) : il s'agit de la troisième en 60 ans après celles de 1983 (-0,2 %) et 1984 (-1,1 %). Les baisses de 1984 et 2012, comparables par leur ampleur, ont toutefois des origines bien différentes : en 1984, la chute est essentiellement imputable aux revenus d'activité du fait de la modération salariale (le pouvoir d'achat du salaire moyen par ETP baisse de 0,6 %) alors que l'inflation reste élevée (+8,0 %). En 2012, les causes sont multiples : alors que le pouvoir d'achat du salaire moyen par ETP est maintenu (+0,1 %) malgré la hausse du chômage, les revenus de la propriété diminuent et la hausse des prélèvements obligatoires est particulièrement forte.

De plus, en 1984, le taux d'épargne chute de 1,6 point et absorbe l'essentiel de la baisse du pouvoir d'achat : la dépense de consommation des ménages augmente ainsi de 0,8 % en volume. A contrario, en 2012, la baisse du taux d'épargne (0,4 point) ne suffit pas à absorber la baisse du pouvoir d'achat et la dépense de consommation des ménages baisse de 0,4 %.



Source : Insee - Comptes nationaux, base 2005

Une résorption limitée à 0,5 point de PIB du déficit public

L'effet sur le déficit des mesures fiscales et sociales nouvelles a été en partie compensé par l'impact sur les recettes (impôts sur les sociétés, cotisations sociales, droits de mutation...) de la dégradation de la conjoncture. L'ampleur actuelle du déficit est liée d'abord à la forte dégradation de la situation macroéconomique depuis 2008 alors même que les comptes publics étaient structurellement déséquilibrés avant le déclenchement de la crise. Les aides publiques au secteur financier intervenues depuis 2008 n'ont guère joué sur le déficit public et assez peu sur la dette publique en France, contrairement à d'autres pays européens comme l'Allemagne et l'Espagne.

Fiche 2

Les ajustements des entreprises françaises pendant la crise de 2008 / 2009

Durant la crise de 2008/2009, les entreprises françaises ont été affectées par un effondrement de la demande domestique et mondiale, tandis que les banques françaises rencontraient des difficultés de nature à les inciter à resserrer les conditions de crédit. L'analyse des comportements individuels des entreprises en France, à partir de sources d'information micro-économiques, montre que les créations d'entreprises ont reculé et que ces nouvelles entreprises ont en moyenne été créées plus petites. Parmi les entreprises « matures », ce sont celles qui étaient les moins susceptibles de rencontrer des contraintes de financement qui ont le plus ajusté leur volume de production à court terme, ainsi que leurs niveaux d'emploi et d'investissement. Ces éléments suggèrent qu'en France, contrairement aux États-Unis, les entreprises « matures » ont davantage pâti d'un choc de demande que d'un choc de crédit.

Un choc mondial, relativement moins accentué en 2008/2009 en France que chez ses principaux partenaires économiques

L'économie française a été fortement touchée par le choc de 2008 / 2009. À court terme cependant, les entreprises françaises ont été relativement moins affectées que leurs homologues européennes ou américaines : en 2009, la contraction de la valeur ajoutée des sociétés non financières a été moins forte en France (- 5,1 %) qu'en Allemagne (- 7,9 %) ou aux États-Unis (- 6,6 %). À cet horizon, la plus faible participation des entreprises françaises au commerce international, associée à leur moindre spécialisation dans les secteurs de l'industrie manufacturière, les a relativement protégées de la contraction massive de la demande mondiale.

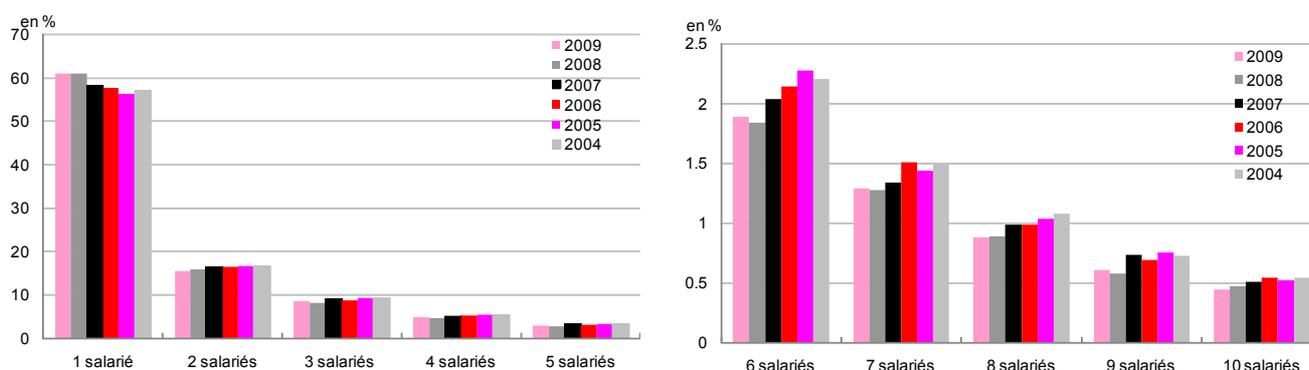
La crise a fortement réduit le nombre de créations d'entreprises indépendantes et leur taille initiale

Les créations d'entreprises employeuses d'au moins un salarié commencent à diminuer dès 2008 dans le secteur marchand non agricole. La diminution s'accroît en 2009 ; néanmoins, le nombre de créations d'entreprises employeuses est en 2009 encore légèrement supérieur de 4 % à celui de 2003.

Les entreprises créées en 2008 et 2009 sont en outre plus petites, en termes d'emploi, que celles qui avaient été créées antérieurement : elles sont un peu plus nombreuses à être créées avec un unique salarié, et un peu moins nombreuses à être créées avec plus de deux salariés (voir figure).

La croissance des entreprises a aussi souffert de la crise : quelle que soit leur ancienneté, les entreprises ont connu une croissance de leurs effectifs plus faible en 2009 et en 2010 qu'avant la crise. Cependant, ce fléchissement de la croissance a surtout affecté les jeunes entreprises, qui, en temps normal, connaissent les taux de croissance les plus élevés. Parmi ces jeunes entreprises, ce sont celles de plus fort et de plus faible potentiels de croissance qui ont été le plus affectées par la crise.

Part des entreprises selon leur taille, mesurée 1 an après la création, et par cohorte

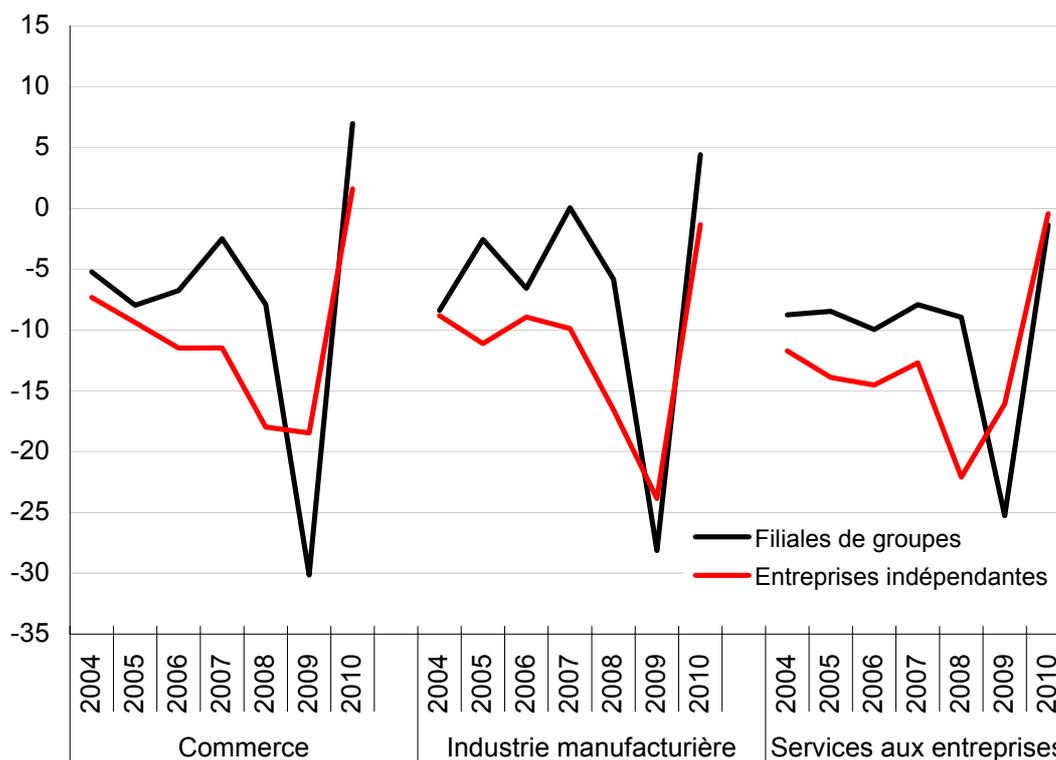


Lecture : Parmi les entreprises de la cohorte 2009 toujours actives au bout d'un an, 1,9 % emploient, en 2010, 6 salariés en équivalent temps-plein.
Champ : Entreprises individuelles et sociétés commerciales du secteur marchand non agricole, employeuses et indépendantes (hors groupe).
Sources : Insee, DADS, LIFI.

Parmi les entreprises « matures », les unités légales membres d'un groupe ont davantage diminué leur volume d'activité que les entreprises indépendantes

Que ce soit dans le secteur du commerce, de l'industrie manufacturière ou des services aux entreprises, le volume d'activité mesuré par le chiffre d'affaires a plus fortement chuté pour les unités légales filiales de groupes que pour les entreprises indépendantes (voir figure). Le choc de 2009 a été particulièrement important dans l'industrie manufacturière et pour les entreprises du secteur du commerce, où la contraction du chiffre d'affaires excède 10 % pour les groupes, et s'élève à 7 % environ pour les entreprises indépendantes.

Évolution du chiffre d'affaires dans les secteurs du commerce, de l'industrie manufacturière et des services aux entreprises



Lecture : En 2007, le taux de croissance moyen du chiffre d'affaires dans le secteur du commerce était de 2,4 % parmi les unités légales filiales de groupes, contre 1 % parmi les unités légales indépendantes. Lorsque les zones délimitées par les tirets sont disjointes, ces deux moyennes peuvent être considérées comme significativement différentes.

Champ : Unités légales (UL) reportant une liasse fiscale au titre des BRN dans les secteurs du commerce (section G), de l'industrie manufacturière (section C) et des services aux entreprises (section M).

Source : Insee. BRN (2004-2007). Ésane (2008-2010).

Les ajustements réalisés sur l'emploi ont également été très différents selon les types d'entreprises et les secteurs d'activité : l'industrie manufacturière a connu de très loin l'évolution la plus défavorable, en particulier en 2009 et 2010, mais l'évolution de l'emploi y était déjà orientée à la baisse avant que le choc ne se produise. À l'opposé, dans les secteurs du commerce et des services aux entreprises, le retournement de 2008 a eu des effets limités : la croissance de l'emploi a été amoindrie au sein de la population des entreprises indépendantes, tandis que les filiales de groupes ont faiblement réduit leur emploi.

Dans tous les secteurs, les unités légales membres de groupes ont davantage ajusté à la fois leur volume d'activité et leur niveau d'emploi (et donc de masse salariale). La résultante de ce double comportement est que le taux de marge, défini comme le ratio de l'excédent brut d'exploitation (valeur ajoutée diminuée de la masse salariale) rapporté à la valeur ajoutée, n'a pas connu d'évolution très contrastée entre groupes et entreprises indépendantes. Le principal fait marquant demeure l'ampleur de la baisse du taux de marge subie par l'industrie manufacturière.

Ces résultats descriptifs suggèrent un rôle beaucoup plus important du choc de demande que du choc de crédit, et ce diagnostic est globalement conforté par des analyses économétriques « toutes choses égales par ailleurs ».

Fiche 3

Croissance potentielle : l'apport d'une mesure de la qualité du capital et du travail

L'estimation et la prévision de la croissance potentielle d'une économie reposent généralement sur une décomposition de la croissance en trois facteurs : le travail, le capital et un « résidu », qu'on appelle productivité globale des facteurs (PGF), souvent assimilé au progrès technique. Il est possible de réduire l'ampleur de ce résidu en mesurant la contribution à la croissance de la « qualité » du capital et du travail, c'est-à-dire en tenant compte des différences de productivité des différentes catégories de capital et de main-d'œuvre.

Entre 1979 et 2010, sur l'ensemble des branches de l'économie à l'exception de l'agriculture, de l'immobilier et des services non marchands, le stock de capital croît de 2,5 % par an et la qualité de ce capital de 0,4 % par an. Sur le même champ, les heures travaillées totales restent globalement stables alors que la qualité du travail croît de 0,5 % par an.

Entre 1994 et 2007, sur l'ensemble de l'économie, tenir compte des effets de qualité fait ainsi passer la croissance de la PGF de 1,3 % à 0,9 % par an, la prise en compte du cycle économique faisant passer cette croissance à 0,7 %.

À partir de cette nouvelle mesure de la PGF et en formulant différentes hypothèses sur son évolution après la crise de 2008, ainsi que sur la hausse des effets de qualité, l'accumulation du capital et l'évolution de la population active, la croissance potentielle pour la période 2015-2025 peut être ainsi projetée entre 1,2 % et 1,9 % par an.

La productivité globale des facteurs (PGF) représente la capacité d'une économie à mieux combiner les mêmes quantités de capital et de travail afin de produire davantage. Elle est souvent assimilée au progrès technique même si elle représente plus largement toutes les sources de croissance non prises en compte par les deux premiers facteurs de production, capital et travail. L'estimation du rythme de croissance de la PGF est l'un des éléments qui permet d'évaluer la croissance potentielle de l'économie, sa position dans le cycle, et le solde structurel des finances publiques.

En général, le calcul de la PGF utilise des données de stock de capital et d'heures travaillées pour mesurer les quantités de capital et de travail disponibles. Il est toutefois possible d'affiner ce calcul en mesurant également la contribution à la croissance de la « qualité » du capital et du travail, c'est-à-dire en tenant compte des différences de productivité des différentes catégories de capital et de main-d'œuvre.

Le stock de capital augmente, sa qualité aussi

Dans un premier temps, l'analyse est menée en excluant du champ les branches agricoles et immobilières ainsi que les services non marchands (administration, éducation, santé et action sociale). Entre 1979 et 2010, sur ce champ, le stock de capital croît de 2,5 % par an et la qualité de ce capital de 0,4 % par an. Ces effets de qualité mesurent le fait, par exemple, que les entreprises remplacent leur stock de machines à écrire par des ordinateurs, plus productifs. Ils sont plus forts lors des périodes où les entreprises investissent massivement. En particulier, les nouvelles technologies de l'information et de la communication (matériel informatique, logiciels,...) expliquent une part non négligeable de la hausse de la qualité du capital au tournant des années 2000, même si leur croissance est inférieure à celle observée aux États-Unis par exemple.

La qualité du travail, principal moteur de la croissance du facteur travail

Par analogie avec la qualité du capital, la qualité du travail tient compte des substitutions entre catégories plus ou moins productives de main-d'œuvre. Sur le même champ, les heures travaillées totales restent globalement stables entre 1979 et 2010, la baisse de la durée du travail ayant contrebalancé la hausse du nombre de personnes en emploi. En revanche, la qualité du travail croît de 0,5 % par an entre 1979 et 2010 : la hausse de la qualité est donc le principal moteur de la croissance du facteur travail sur cette période. La hausse de la qualité du travail s'explique en grande partie par la déformation de la structure des travailleurs en faveur des plus qualifiés. Après 1993, cette déformation de la structure des travailleurs est freinée par les allègements de cotisations sociales sur les bas salaires, qui ont favorisé l'embauche de salariés peu qualifiés.

**Taux de croissance annuels moyens des volumes de capital et de travail,
ainsi que de la qualité du capital et du travail**

	1979-2010	1979-1989	1990-1993	1994-2007	2008-2010
Qualité du capital	0,4 %	0,2 %	0,3 %	0,7 %	0,0 %
Stock de capital net	2,5 %	2,8 %	3,3 %	2,0 %	2,4 %
Qualité du travail	0,5 %	0,4 %	1,0 %	0,3 %	0,6 %
Heures travaillées	-0,1 %	-0,5 %	-1,5 %	0,7 %	-1,6 %

Champ : France, toutes branches hors agriculture, immobilier et services non marchands.

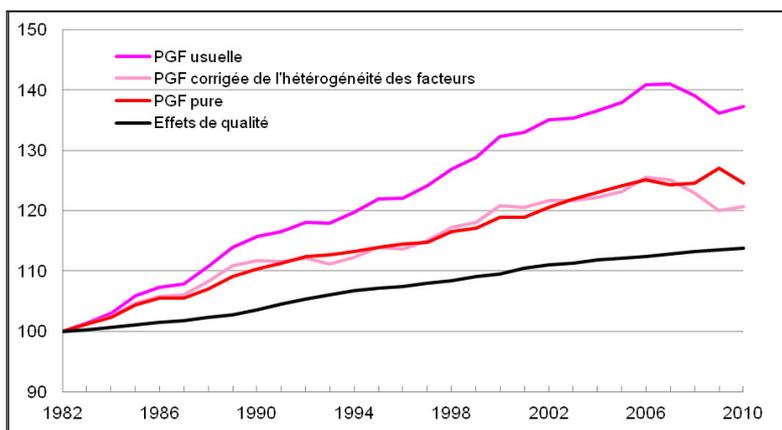
Sources : Insee, comptes nationaux en base 2005 ; enquête Emploi ; DADS. Données 1979-2010 avec les terrains des branches et des actifs considérés (terrains sous bâtiments non résidentiels et sous ouvrages de génie civil).

Note : La période 1979-2010 a été scindée en quatre sous-périodes au cours desquelles le rythme de croissance de la PGF pure, corrigée du cycle, peut être considérée comme stable (cf. infra).

Sur l'ensemble de l'économie, la PGF croît de 0,7 % par an en tenant compte de l'hétérogénéité des facteurs et du cycle économique

Dans un deuxième temps, l'analyse est élargie à l'ensemble de l'économie. La PGF usuelle, qui ne tient pas compte de l'hétérogénéité du capital et du travail, peut être calculée. Une nouvelle PGF, appelée « PGF corrigée de l'hétérogénéité des facteurs », peut être obtenue en retranchant aux évolutions de la PGF usuelle les contributions de la qualité du capital et du travail. On peut enfin tenir compte du cycle économique en introduisant le taux d'utilisation des capacités de production : on parle alors de « PGF pure », car corrigée de l'hétérogénéité et du cycle. Entre 1994 et 2007, sur l'ensemble de l'économie, tenir compte des effets de qualité fait ainsi passer la croissance de la PGF de 1,3 % à 0,9 % par an, la prise en compte du cycle économique faisant passer cette croissance à 0,7 %.

**Évolution de la PGF pure, de la PGF corrigée de l'hétérogénéité des facteurs,
de la PGF usuelle et de la qualité des facteurs (capital et travail)**



Champ : France, ensemble de l'économie.

Sources : Insee, comptes nationaux en base 2005 ; enquête Emploi ; DADS.

2015-2025 : trois scénarios pour une croissance potentielle projetée entre 1,2 % et 1,9 % par an

Mesurer la PGF est notamment utile pour estimer la croissance potentielle de l'économie. La croissance potentielle est une croissance sous-jacente, théorique, qui résulterait d'une utilisation constante des facteurs de production capital et travail à leur niveau structurel. À partir de la PGF pure précédemment définie et en formulant différentes hypothèses sur la hausse des effets de qualité, sur l'accumulation du capital et sur l'évolution de la population active, nous proposons trois scénarios de croissance potentielle pour la période 2015-2025.

L'incertitude la plus forte porte sur les évolutions à venir de la PGF. Celle-ci semble avoir freiné depuis 2009, soit temporairement en raison de la crise, soit plus durablement si les améliorations technologiques et d'organisation du travail, qui ont alimenté le progrès technique pendant des décennies, sont en train de se tarir. Selon donc qu'on suppose un retour de la PGF à son rythme de croissance d'avant la crise de 2008 ou une inflexion de la PGF plus ou moins importante après la crise, la croissance potentielle peut être ainsi projetée entre 1,2 % et 1,9 % par an, ce qui correspond à une croissance du PIB par tête comprise entre 0,9 % et 1,4 %. Si, comme l'estiment notamment les organisations internationales, la France souffre actuellement d'un déficit de demande, le retour vers une conjoncture haute s'accompagnerait d'une croissance effective supérieure à la croissance potentielle. Ces évaluations ne balayent toutefois pas le champ des possibles : des chocs à la hausse (nouvelle vague d'innovations par exemple) ou à la baisse (épuisement plus rapide que prévu des gains de productivité) peuvent se produire.

Fiche 4

La consommation faite maison

Suivant une définition restreinte, la production domestique des ménages est estimée à 959 Milliards d'euros, soit presque autant que la dépense de consommation finale des ménages, actuellement évaluée dans le cadre central des comptes nationaux à 1 085 Md€ en 2010.

La prise en compte de la production domestique entraîne une majoration de 63 % de la consommation (+ 686 Md€), et de 55 % du revenu disponible brut (+ 704 Md€). Le taux d'épargne, ratio de l'épargne brute sur le revenu disponible brut, est alors plus faible : 11 % contre 16 %.

L'analyse de cette production par fonctions (alimentation, ménage, lessive...) montre qu'en moyenne, les ménages français font plutôt qu'ils ne font faire.

Dans le cadre de certaines activités domestiques, les ménages produisent des services qu'ils consomment eux-mêmes, sans que cette consommation ne donne lieu à un échange monétaire. Ainsi, que les membres d'un ménage prennent leur repas à la maison ou au restaurant, il y a consommation d'un service : consommation sans échange monétaire d'un service produit par l'un des membres du ménage dans le premier cas, consommation avec échange monétaire d'un service marchand dans le second. Ces tâches participent donc du revenu et de la consommation des ménages. Pourtant, les comptes nationaux n'intègrent pas ces activités domestiques : aller au restaurant est bien comptabilisé comme une consommation ; à l'inverse, les surcroûts de revenu implicite et de consommation apportés par les repas préparés à la maison ne sont pas pris en compte, ce qui conduit à surestimer le taux d'épargne. Il est néanmoins possible de calculer un équivalent marchand de cette production marchande au prix de quelques hypothèses. Pour ce faire, on valorise les heures de travail domestique par les salaires qui seraient versés en échange de ces travaux s'ils devaient être réalisés par quelqu'un d'autre, et on prend en compte les autres dépenses liées.

Le temps dédié au travail domestique est au moins égal au temps de travail rémunéré

Le travail domestique, dans sa définition la plus restreinte (ménage, cuisine, vaisselle, linge, soins matériels aux enfants...), nous occupe en moyenne 15 heures par semaine, soit 765 heures par an.

Les trois périmètres du travail domestique

	Périmètre		
	restreint (I)	intermédiaire (II)	extensif (III)
	cuisine, vaisselle,ménage, rangement, soins matériels aux enfants et personnes dépendantes, Linge, gestion du ménage, conduire, accompagner les enfants ou une autre personne	(I) et faire les courses, shopping, bricolage, jardinage, jeux avec les enfants	(II) et trajets en voiture pour soi-même, promener le chien
Activités retenues			
Temps moyen consacré au travail domestique			
par jour	2 h 07	3 h 04	3 h 53
par semaine	14 h 50	21 h 30	27 h 14
Part du travail domestique réalisé pour autrui (autre ménage ou association) (en %)	4	4	5
Part du travail domestique réalisé par les femmes (en %)	72	64	60

Champ : personnes de 11 ans et plus en ménage ordinaire, France.

Source : Insee, enquête Emploi du temps 2010.

Si l'on y ajoute les activités à la frontière du loisir comme le bricolage, le jardinage, les courses et le shopping, on atteint un total de 21h30 par semaine. Le temps de travail domestique hebdomadaire moyen est certes inférieur à 35 heures, mais les personnes hors emploi y participent : retraités, enfants, chômeurs ou parents au foyer.

L'ensemble de la population française réalise ainsi davantage d'heures de travail domestique que de travail rémunéré : 41 milliards d'heures annuelles contre 38 milliards, en 2010. Pratiquement les 3/4 de ces 41 milliards d'heures sont réalisés par les femmes : 72 %.

La production domestique : avant tout pour la cuisine et le ménage

Les activités domestiques qui occupent le plus de temps sont la cuisine (29 %) et le ménage (26 %). Pour réaliser ces travaux, les ménages achètent des biens et services (produits d'entretien, alimentaire, électricité) et utilisent du capital (électroménager, voiture...) évalués en 2010 à 255 Md€ et 18 Md€ respectivement. Au total, l'alimentation et le logement représentent les trois-quarts de la production domestique.

Production et consommation par finalité pour l'année 2010 (périmètre restreint)

	cadre central	Reclassements	logement	Alimentation	habillement	soins	transport	total prod domestique	synthèse
Production au prix de base	416	0	269	475	74	99	43	959	1375
Consommation intermédiaire	88	0	64	175	5	5	6	255	343
Dépense de consommation finale	1085	-273	269	475	74	99	43	959	2044

Champ : ensemble des ménages, France, périmètre restreint de la production domestique

Lecture : La production domestique majeure de 959 Md€ la mesure de la production des ménages considérée par le cadre central de la comptabilité nationale. Plus des trois quarts de cette production sont liés à l'alimentation et au logement

Sources : Insee, enquête Emploi du temps 2010, DADS 2008, comptes nationaux 2010, base 2005, calculs des auteurs

Une autre description des ménages

La prise en compte de la production domestique dans sa définition la plus restreinte entraîne une majoration de 63 % de la consommation (+686 Md€), et de 55 % du revenu disponible brut (+704 Md€). Le taux d'épargne, ratio de l'épargne brute sur le revenu disponible brut, est alors plus faible : 11 % contre 16 %.

Que ce soit pour la cuisine, le ménage, la lessive, les soins à la personne, le transport ou même le bénévolat, la production domestique est très supérieure aux consommations marchandes correspondantes (restaurants, services de ménage, blanchisserie...) actuellement mesurés par les comptes nationaux. En moyenne, les ménages français font plutôt qu'ils ne font faire.

Ainsi, la production domestique en alimentation représente 475 Md€, soit 8 fois plus que la consommation des ménages en service de restauration marchande (59 Md€). Sur l'entretien du logement, la différence est encore plus marquée : la production domestique représente 269 Md€, alors que les services marchands d'entretien du logement et du jardin ne représente que 9 Md€ dans la consommation des ménages. La production domestique de soins (99 Md€) dépasse la consommation effective en action sociale (c'est-à-dire les gardes d'enfants, soins aux personnes dépendantes, etc. y compris la part prise en charge par les administrations et associations, 67 Md€). La valeur du transport produit par les ménages (43 Md€) est également supérieure aux services de transport marchands consommés par les ménages (28 Md€), tous modes de transport confondus.

Enfin la production domestique de travail bénévole est elle aussi importante. Prendre en compte le travail domestique pour compte d'autrui accroît de 28 milliards les services rendus par les ménages à d'autres ménages contre 40 milliards de service rendu par les associations et autres organismes de la société civile actuellement mesurés par la comptabilité nationale.

Édition
2013

L'économie française

Vue d'ensemble

En 2012, l'activité se contracte dans la zone euro	9
<i>Encadré</i>	
La crise financière se poursuit dans la zone euro en 2012	10
L'économie française à l'arrêt	19
<i>Encadrés</i>	
1. S'approcher du bien-être économique de la Nation : au-delà du PIB, le revenu national disponible	20
2. Du taux de marge de la statistique d'entreprise à celui des comptes nationaux	25
3. Estimation de la valeur ajoutée de l'économie sociale	27
4. Du pouvoir d'achat du revenu disponible au pouvoir d'achat du revenu « arbitrage » par unité de consommation	32
5. Les principales mesures fiscales et sociales et leur impact sur l'évolution des prélèvements obligatoires en 2012	40
6. Les interventions publiques liées à la crise financière et leur impact sur les finances publiques	42
7. Principales révisions intervenues sur les comptes de la Nation en 2010 et 2011	47

Dossiers

Les ajustements des entreprises françaises pendant la crise de 2008/2009	53
Évaluer la productivité globale des facteurs : l'apport d'une mesure de la qualité du capital et du travail	69
La consommation faite maison	83

Fiches thématiques

1. Emploi	96
2. Chômage	98
3. Revenu et épargne des ménages	100
4. Consommation des ménages	102

5. Niveaux de prix et niveaux de vie dans l'Union européenne	104
6. Branches d'activité	106
7. Investissement	108
8. Compétitivité et parts de marché	110
9. Relations avec le reste du monde	112
10. Compte financier de la balance des paiements	114
11. Sociétés non financières	116
12. Prélèvements obligatoires	118
13. Besoin de financement des administrations publiques	120
14. Dette des administrations publiques	122
15. Dépenses des administrations publiques par finalité	124
16. Intermédiaires financiers	126
17. Sociétés d'assurance	128
18. Émissions de titres des agents résidents	130
19. Endettement des agents non financiers	132
20. Indicateurs de développement durable	134

Annexes

Tableaux de référence de la comptabilité nationale	139
Chronologie	141
Lexique	147